

MIGRATIONS INTERNATIONALES ET CHANGEMENTS DE STATUTS D'OCCUPATION DANS LE CENTRE-OUEST MEXICAIN

J. Papail

U.R. Travail et Mondialisation, IRD,
INESER-CUCEA, Université de Guadalajara, Mexique

Durant le dernier quart de siècle, le Mexique a radicalement modifié son économie, son régime démographique et son système politique. En terme de niveau de développement, sa situation peut-être comparée à la fin des années 1990 à celle de pays d'Europe orientale comme la Hongrie ou la Pologne, ou d'Asie comme la Thaïlande, leur PIB (en PPA, parité de pouvoir d'achat) par habitant étant du même ordre de grandeur.

Au début des années 1980, la politique économique, qui remplace le modèle d'industrialisation par substitution d'importations en vigueur durant les décennies précédentes, façonne une nouvelle économie qui, malgré ses crises récurrentes (1983, 1986-87, 1995), aboutit à l'entrée du Mexique dans le traité de libre-échange avec les Etats-Unis et le Canada en 1994. Dans le cadre de la globalisation, les autorités mexicaines poursuivent cette politique en négociant de nouveaux traités de libre échange avec d'autres blocs régionaux (Europe, Amérique Latine, Asie).

Durant le même laps de temps, l'adoption d'une politique démographique vigoureuse initiée au début des années 1970, principalement centrée sur la maîtrise de la fécondité (le nombre d'enfants par femme passe de 6,8 en 1970 à 2,9 en 1999), permettait de réduire le taux de croissance de la population de 3,3 % en 1970-75 à 1,8 % en 1995-2000, et d'entamer la phase du *bonus* de la transition démographique, caractérisée par le faible poids relatif de sa population dépendante (enfants, personnes âgées) dans la population globale. Cependant, l'inertie imprimée dans la pyramide de sa population par les décennies de forte fécondité (1950-

1975) provoque l'entrée continue d'importants contingents de main-d'œuvre (environ 1,3 millions par an) sur le marché du travail, que la croissance de l'activité du secteur moderne n'a pu absorber.

Cette contrainte globale, à laquelle s'ajoute la transformation structurelle de l'économie (déversement de la main-d'œuvre du secteur rural - où l'agriculture n'emploie plus que 20 % de la population active du pays au milieu des années 1990 - dans les branches d'activités urbaines), a provoqué la croissance du secteur informel et, surtout, une émigration massive de population active vers les Etats-Unis voisins. Au-delà de la recherche de meilleures conditions de vie aux Etats-Unis, on peut déceler dans une partie de ces flux, la mise en œuvre de stratégies de transformations de statuts, du salariat vers le non-salariat, qui s'opèrent à travers le cycle migratoire.

I.- L'évolution du contexte économique

Les taux de croissance de l'activité économique se sont situés à des niveaux élevés, entre 6 et 7 % par an durant les années 1950-1980. Ce modèle, basé sur l'industrialisation par substitution d'importations, commence à s'essouffler dès le milieu des années 1970, avec la détérioration du solde des échanges extérieurs. Malgré l'importance croissante de la manne pétrolière, qui permet au Mexique de lancer d'ambitieux programmes de modernisation de son appareil productif sous la tutelle d'un Etat centralisateur et principal acteur du développement économique, cette période de prospérité¹, qui culmine en 1976-82, se termine brutalement en 1982 avec la crise des paiements qui entraîne une chute du PIB de 0,6 % et de 4,3 % l'année suivante. Le PIB par habitant, qui avait été multiplié par 1,9 entre 1950 et 1970, puis par près de 1,4 entre 1970 et 1980, ne croît plus entre 1980 et 1997.

¹ . Durant cette période, les salaires réels croissent d'environ 8 %, le taux de chômage apparent recule de 3 points, et les flux migratoires externes sont orientés à la baisse.

Tableau 1 : Quelques indicateurs socio-économiques du Mexique, 1976-99

	1976-81	1982-87	1988-93	1994-99
Taux de croissance moyen annuel du PIB	7,4	0,0	3,4	2,5
Taux de chômage moyen apparent	6,0	4,9	3,0	4,2
Evolution du pouvoir d'achat du salaire minimum durant chaque période	+7,6 %	-54,4 %	-43,1 %	-24,1 %
Effectif moyen annuel d'une génération en âge d'entrée en activité (milliers)	1240	1630	1790	2000

Sources : calculs de l'auteur d'après INEGI, Anuarios estadísticos, Banco de Mexico.

Les politiques d'ajustement, d'ouverture commerciale et de libéralisation économique (entrée dans le GATT, privatisations, élimination progressive des subventions, etc.), qui se mettent en place à partir du début des années 1980, permettent au Mexique de multiplier ses exportations par 6,5 entre 1980 et 1998, grâce surtout à la forte croissance du nombre d'entreprises de sous-traitance et d'assemblage (les *maquiladoras*) dont le poids relatif dans les exportations passe de 14 % à 45 % durant cette période. Elles restent cependant insuffisantes pour absorber les contingents croissants des jeunes générations qui entrent sur le marché du travail, et génèrent un sous-emploi chronique que l'on peut appréhender grâce aux données des enquêtes sur l'emploi et celles du système de sécurité sociale. Entre 1988 et 1999, le nombre de salariés affiliés de manière permanente au système de sécurité sociale du secteur privé² s'accroît d'environ 6,8 millions d'individus au niveau du pays (de 7,4 à 14,2). Durant la même période, la population active augmentait de plus de 10 millions d'individus. Il y a donc un déficit de 3,2 millions d'emplois. Ce même type d'estimation, en incluant les taux d'activité par sexe, réalisé dans le seul Etat de Jalisco, fait apparaître un déficit de postes de travail de l'ordre de 850 000 dans le secteur *moderne*, estimé comme précédemment à partir du nombre d'affiliés à l'IMSS, durant les dix dernières années.

Par ailleurs, sous la pression d'une inflation non maîtrisée et de pactes sociaux défavorables aux salariés, le pouvoir d'achat des salaires décroît continûment depuis le début des années 1980, appauvrissant la majeure partie de la population. Le salaire minimum a perdu 78 % de son pouvoir

² L'IMSS, qui donne une estimation du développement du secteur *moderne* de l'économie, en terme d'emplois protégés classiques.

d'achat en un quart de siècle (1976-1999). Les revenus restent concentrés autour de 2 mini-salaires (ou salaires minimums).

Tableau 2 : Distribution des revenus de la population occupée en 1998
(en salaires minimums, S.M.)

TFSR*	<1 S.M	1-2 S.M	2-3 S.M	3-5 S.M	>5 S.M	total
13,8	20,0	31,8	15,1	11,1	8,1	100 (38.300.000)

* Travailleurs Familiaux Sans Rémunération. Source : INEGI, 1998.

Le revenu moyen mensuel national (hors Etats frontaliers) du travail, calculé à partir de l'Enquête Nationale de la Dynamique Démographique (ENADID) de 1997, s'établit à 1847 pesos et 1407 pesos respectivement dans les populations masculine et féminine. La moyenne de l'ensemble s'élève à 1697 pesos soit l'équivalent de 2,3 salaires minimums ou environ 220 dollars américains. La médiane de l'ensemble s'élève à 1050 pesos ou 1,4 salaires minimums. Les estimations faites pour le groupe d'Etats du centre-ouest (Jalisco, Guanajuato, Zacatecas) avoisinent les résultats nationaux.

Ces niveaux de revenus sont associés à un sous-emploi important, que l'on peut observer à partir de la distribution des durées hebdomadaires de travail. Dans le groupe central dont le temps de travail est compris entre 40 et 48 heures, près de 60 % perçoivent des rémunérations inférieures à 2 mini-salaires. Une grande partie des individus dépassant la durée légale du travail seraient des travailleurs indépendants concentrés dans le commerce, les services et l'agriculture.

Tableau 3 : Distribution des durées hebdomadaires de travail
de la population occupée en 1998

<15 heures	15-24	25-34	35-39	40-48	49-56	>56 heures	Total
6,8	9,5	8,4	8,3	42,6*	10,8	13,6	100 (38.800.000)

* la durée hebdomadaire légale du travail est de 48 heures. Dans les grandes entreprises modernes, elle est de 40 heures. Source : INEGI, 1998.

Les distributions des statuts de la population occupée en 1997 sont très voisines entre le groupe d'Etats du centre-ouest et l'ensemble du Mexique, et l'on notera que les ex-migrants internationaux appartiennent beaucoup plus fréquemment au non-salariat que les individus qui n'ont jamais travaillé aux Etats-Unis (tableau 4). Les ex-migrants sont égale-

ment sur-représentés dans la branche agricole, résultat des décennies d'émigration internationale à prédominance rurale du programme *bracero*³ (42,6 % des ex-migrants masculins travaillent dans cette branche, contre 32,1 % des non-migrants).

Selon la *Cuenta satelite del subsector informal de los hogares*, que publie l'INEGI en 2000, à partir de l'enquête emploi de 1998, 9,3 millions de personnes appartiennent au secteur informel⁴, soit 28,5 % de la population occupée du pays (hors branche agricole), qui génère 12,7 % du PIB mexicain. C'est une population à prédominance masculine (63,1 %), qui se concentre dans les branches commerce (30,8 %) et services personnels (11,5 %). L'essentiel des ressources nécessaires à créer leurs activités provient de leur épargne (93 %). Seulement 2,2 % d'entre eux ont eu recours à des emprunts consentis par le système bancaire. Pour un peu plus d'un tiers (35,9 %) de ces individus, l'auto-emploi sert à compléter le revenu du ménage, tandis qu'un autre tiers (33,1 %) a créé son activité dans la perspective d'obtenir des revenus supérieurs à ceux qu'ils percevaient comme salariés, stratégie qui semble validée par différentes enquêtes et par les résultats de l'ENADID, tout au moins dans les zones urbaines où les revenus moyens des travailleurs indépendants sont supérieurs à ceux du salariat dans son ensemble. Ce motif apparaît également très fréquemment parmi les ex-migrants, objets d'une enquête menée actuellement dans des villes du centre-ouest mexicain⁵.

³. Ce programme, signé entre les gouvernements mexicain et américain, qui recrutait des travailleurs mexicains pour suppléer au manque de main-d'œuvre dans l'agriculture nord-américaine durant les périodes de guerre, dura de 1942 à 1964.

⁴. La définition adoptée ici est celle de l'ensemble des travailleurs indépendants et des micro-entreprises familiales ayant des activités légales.

⁵. Enquête IRD/INESER-Universidad de Guadalajara sur les processus de réinstallation des migrants sur leurs lieux d'origine dans les villes d'Ameca et Tepatitlan de Morelos (Jalisco), Tlaltenango et Jerez (Zacatecas), Acambaro et Silao (Guanajuato), 1999-2001. Cette enquête est réalisée sur environ 6000 ménages comprenant au moins un ex-migrant ayant travaillé un an ou plus aux Etats-Unis.

Tableau 4 : Distribution de la population occupée par statut, 1997

		Patrons	Indépendants	Salariés et autres*	Total
Mexique (hors Etats frontaliers)	Hommes ex-migrants	4,3	36,0	59,7	100
	non-migrants	3,1	25,4	71,5	100
	Total	3,2	26,4	70,4	100
	Femmes ex-migrantes	3,0	35,9	61,1	100
	non-migrantes	1,2	25,9	72,9	100
	Total	1,2	26,1	72,7	100
Centre-ouest	Hommes ex-migrants	5,1	39,4	55,5	100
	non-migrants	3,5	21,6	74,9	100
	Total	3,8	25,4	70,8	100

* la catégorie autres comprend les travailleurs familiaux sans rémunération (TFSR) et les travailleurs au forfait. Source : INEGI, 1997.

D'autres auteurs (Pozos Ponce et Barba Solano, 2000) en combinant les niveaux de revenus et les durées de travail estiment que le secteur informel englobe plus de la moitié (54 %) de la population active du pays. La définition du secteur informel qu'ils adoptent est donc nettement plus large et prend en compte les situations de précarité qui affectent un grand nombre de travailleurs (contrats temporaires, sous-traitance, etc.). Selon ces auteurs, depuis la fin des années 1970, les emplois créés au Mexique génèrent de la pauvreté. Dans le cas de l'Etat de Jalisco, ils considèrent que plus de la moitié de la population (55 %) appartient à des ménages pauvres, disposant de moins de 6 dollars par jour. 17,9 % de la population de l'Etat vivrait une situation d'extrême pauvreté, sous un seuil de 3 dollars journaliers par ménage.

A la détérioration des revenus salariaux depuis une vingtaine d'années, s'ajoutent les déficiences du système de sécurité sociale qui laisse sans aucun accès à ses prestations plus de la moitié de la population occupée (54 %, selon l'ENADID, 1997), le reste bénéficiant du régime général (IMSS : 38,6 %), du régime des fonctionnaires (ISSTE : 7,2 %), de régimes spéciaux (armée, sociétés d'Etat comme PEMEX : 1 %), ou de services privés de grandes entreprises (1 %).

Pour combattre l'expansion de la grande pauvreté, le gouvernement a mis en place depuis 1997 le programme de santé, éducation et alimentation (PROGRESA) qui s'est substitué au programme national de solidarité (PRONASOL). PROGRESA touche environ 2,6 millions de familles, soit près de 14 millions d'individus, considérées comme marginalisées, dans les zones rurales du pays, et leur fournit un complément de ressources dans les domaines de la santé, de l'alimentation et de

l'éducation, en particulier pour réincorporer les enfants qui travaillent dans le système éducatif. Les quelques 25 % d'individus en situation de grande pauvreté qui résident dans les zones urbaines ne bénéficient pas de ce programme.

Les stratégies développées dès lors par les ménages pour contrecarrer cette baisse des revenus réels combinent plusieurs éléments : doubles emplois, mise au travail des conjointes et des adolescents, essentiellement durant les périodes de crise, comme en 1986-87 ou en 1995, migrations aux Etats-Unis, passages à l'auto-emploi, etc.

II.- L'émigration aux Etats-unis

L'émigration mexicaine aux Etats-Unis a des racines profondes et complexes. Des flux existaient dès le XIX^{ème} siècle, liés aux relations entre les deux pays (perte d'une partie du territoire mexicain au profit de son voisin, construction du réseau ferroviaire du sud des Etats-Unis), mais ils n'ont pris une véritable ampleur qu'à partir du programme *bracero* au début des années 1940. Les difficultés économiques du Mexique durant les vingt dernières années ont amplifié considérablement le volume de ces flux⁶.

Tableau 5 : Divers groupes de populations mexicaines et nord-américaines (millions)

	1970	1980	1990	2000
Nés au Mexique, recensés aux E.U	0,76	2,2	4,3	9,0*
Population d'origine mexicaine aux E.U	4,4	8,7	13,5	20,6
Population recensée au Mexique	48,2	66,8	81,2	97,5
Population des Etats-Unis	205,0	227,2	249,4	281,4

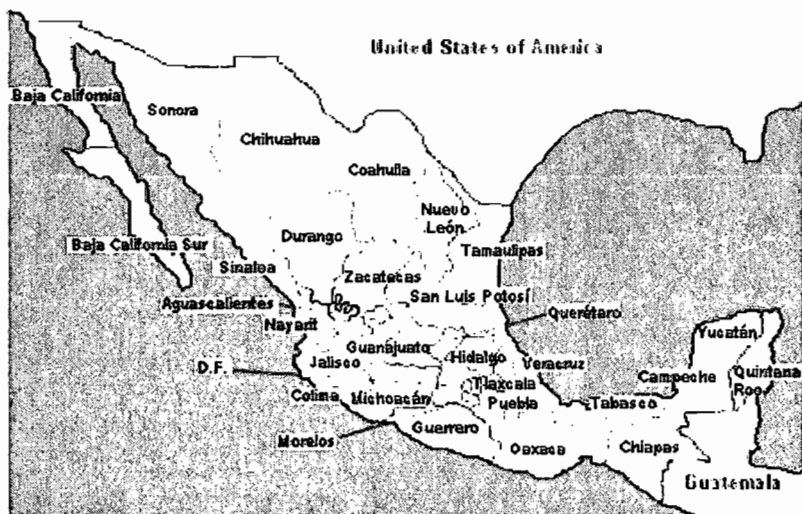
*estimations et projections. Sources : INEGI, (1970, 1980, 1990, 2000), US Bureau of census, (1970, 1980, 1990, 2000), Comision binacional México/E.U sobre migraciones (1998), estimations de l'auteur.

Traditionnellement, ce sont les Etats du centre-ouest mexicain (Jalisco, Guanajuato, Michoacan et Zacatecas) qui fournissent la majeure partie des flux migratoires, environ 40 % durant les 25 dernières années, malgré le poids relativement faible de cette région dans l'ensemble mexicain (16,7 % de la population du pays). Selon les résultats de l'enquête

⁶. Le programme de régularisation des travailleurs en situation irrégulière (IRCA) de 1986, l'expansion des réseaux migratoires, et la demande de travail de l'économie américaine ont également contribué à la croissance des flux.

ENADID de 1997, 4,8 % de la population mexicaine de 15 ans et plus, hors Etats frontaliers, avaient déjà travaillé ou cherché un emploi aux Etats-Unis (8,7 % des hommes et 1,2 % des femmes). Dans l'ensemble formé par les Etats de Jalisco, Guanajuato et Zacatecas, ces proportions s'élèvent respectivement à 18 % parmi les hommes et 2,1 % parmi les femmes. Si l'on ne prend en compte que la population masculine âgée de 30 à 45 ans de ces 3 Etats, ce sont entre 25 et 30 % d'entre eux qui ont travaillé ou cherché un emploi dans le pays voisin.

Carte politique du Mexique



Ces flux furent longtemps d'origine rurale, l'insertion des travailleurs mexicains dans l'économie nord-américaine se réalisant essentiellement dans l'agriculture jusque dans les années 1970. La plupart des auteurs travaillant sur ce thème considèrent qu'à partir des années 1980 il y eut un rééquilibrage progressif, et que les flux d'origine urbaine seraient actuellement légèrement prépondérants dans l'ensemble. Si l'apport des femmes aux courants d'émigration est généralement croissant, de l'ordre de 10 % au début des années 1980 à environ 20 % durant les années 1990, elles sont sous-représentées dans la population des ex-migrants, car elles s'établissent plus souvent définitivement aux Etats-Unis. Le mariage, la procréation, la valorisation d'un certain niveau de vie dans ce pays, etc., réduisent leurs probabilités de réinstallation au Mexique.

La majeure partie des migrants se dirige traditionnellement surtout vers la Californie, dont le PIB par habitant était environ 10 fois supérieur à celui du Mexique en 1990, qui absorbe généralement autour de la moitié des flux. Ils se dirigent ensuite vers le Texas (environ 15 % des flux) et l'Illinois (10 %), mais l'on commence à observer une diversification des destinations depuis quelques années (Papail et Arroyo, 1996). Selon les premiers résultats du recensement américain de 2000, 42,1 %, 32 % et 32,4 % respectivement des populations du Nouveau Mexique, du Texas et de la Californie étaient d'origine hispanique.

Depuis une vingtaine d'années, comme corollaire de la diversification des lieux d'origine et de destination, on a pu observer une diversification des branches d'activité dans lesquelles s'emploient les migrants avant leur déplacement aux Etats-Unis. Parmi les migrants masculins, les motifs de déplacement liés principalement au chômage ou au sous-emploi se sont très fortement réduits au cours des 25 dernières années, au profit des motifs invoquant les niveaux de revenus, qui deviennent majoritaires dans l'ensemble des motifs depuis le début des années 1990.

Il existe une forte corrélation entre l'évolution du volume de l'émigration et celle du rapport des salaires perçus au Mexique et aux Etats-Unis entre le milieu des années 1970 et le début des années 1990. Ce rapport appliqué aux salaires minimums dans les 2 pays fluctue entre 3,8 et 5,5 entre 1976 et 1982, période de réduction des flux migratoires (Papail J. et Arroyo J., 1996). Il évolue ensuite durant une dizaine d'années (1983-93) entre 7,8 et 9,3, provoquant des mouvements contrastés du volume des flux de première émigration. Durant les années 1990, ce rapport oscille entre 8 et 14, suivant l'évolution de la parité du peso, mais son impact sur les flux est perturbé par l'effet propre de l'expansion des réseaux migratoires et des procédures de régularisation des migrants en situation irrégulière, les *indocumentados*, mises en place aux Etats-Unis (loi Simpson-Rodino ou IRCA) dans la deuxième moitié des années 1980.

Les salaires moyens que perçoivent les migrants aux Etats-Unis sont de l'ordre de 1200 dollars mensuels durant la dernière décennie, soit environ 4,7 fois le salaire mensuel moyen en 1993-95 dans la région centro-occidentale du Mexique. La variabilité des différentes estimations n'est pas très importante et provient surtout du poids relatif des *indocumentados* dans les différents échantillons utilisés par les sources mentionnées. Le niveau du salaire moyen est également influencé par les modifications qui s'opèrent, selon les périodes, dans la répartition des branches d'activité des migrants. La réduction progressive de l'emploi dans l'agriculture au profit successivement de l'industrie et de la construction, où les salaires sont plus élevés, durant les années 1975-90, puis de la restauration-hôtellerie et des services au début des années 1990,

augmente le salaire moyen. On peut légitimement penser que le multiplicateur qui s'applique aux migrants se situe entre les deux niveaux (salaires moyens /salaires minimums), s'agissant d'une population de jeunes adultes, provenant en grande partie de la branche agricole ou du secteur informel de l'économie mexicaine où se concentrent les tranches de revenus les plus basses (entre un et deux salaires minimums).

Une fraction importante des migrants envoie régulièrement de l'argent à leur famille restée au Mexique (les *remesas* familiales). Les estimations réalisées sur les montants de ces transferts sont relativement hétérogènes, de 150 à 300 dollars mensuels, et reflètent surtout les différentes compositions des échantillons de populations prises en compte : migrants permanents, ayant leur résidence habituelle aux Etats-Unis, ou migrants temporaires, qui ont leur résidence habituelle au Mexique, migrants en situation régulière ou *indocumentados*, chefs de ménage ou non, famille nucléaire résidant aux Etats-Unis ou résidant au Mexique, etc. Tous ces paramètres influent naturellement sur la proportion d'individus qui envoient des *remesas* et sur le montant moyen de celles-ci.

Tableau 6 : Pourcentage de migrants envoyant régulièrement de l'argent au Mexique, et montant moyen mensuel de ces transferts (en dollars) selon différentes sources

	% de migrants	montant moyen
LPS1 (1987-88) (a)	62	152
Arroyo (1987)		250
Massey et Parado (1990)	66	185
EMIF (1993) (b)	51	320
ORSTOM/INESER (1990-93)	75	220
ENIGH/EMIF (1996) (c)	51	212
IRD/INESER (1999-2000)	74	309

(a) Legalized Population Survey. Fernando Lozano Ascencio, 1997.

(b) Encuesta Migración en la Frontera, Colegio de la Frontera Norte

(c) Encuesta Nacional de Ingresos y Gastos de los Hogares, INEGI, Alejandro Canales, 2000.

Si l'on accepte un montant moyen mensuel transféré de 250 dollars, cela représente environ 2,5 salaires minimums en 1999 dans le centre-ouest mexicain, soit près d'un salaire moyen, ce qui correspond à ce que l'on peut considérer comme une estimation acceptable pour la période 1992-99. Agrégé au niveau national, le montant des *remesas* familiales passe de 2,49 milliards de dollars en 1990 à 4,87 milliards de dollars en 1997, selon les estimations de la banque de Mexico. Cela représente à cette date

43 % des exportations pétrolières, 85 % des recettes touristiques et 39 % du montant des investissements directs de l'étranger. A la fin des années 1990, le montant de ces *remesas* est estimé à environ 6,5 milliards de dollars soit près de 1,5 % du PIB mexicain. Si l'on accepte, comme Adelman et Taylor (1992), un effet multiplicateur de ces *remesas* de 2,9 sur l'économie mexicaine, le produit généré atteint environ 4 % du PIB. Dans le centre-ouest mexicain, où se concentraient en 1996 près de la moitié (48 %) des *remesas* familiales, ces transferts représentent près de 5 % du produit intérieur de la région.

Environ 12 % des ménages de cette région reçoivent de l'argent provenant de leurs membres travaillant aux Etats-Unis (3,1 % des ménages au niveau national), qui représente en moyenne 69 % de leurs ressources (Delgado Wise R., Rodriguez Ramirez H., 1999).

Toutes les enquêtes réalisées durant les vingt dernières années sur l'usage de ces ressources au Mexique, indiquent que l'essentiel de celles-ci, de 75 à 95 %, sont utilisées en dépenses de consommation courante des ménages : alimentation, habillement, éducation, santé, logement, etc. Cependant, certaines enquêtes réalisées dans plusieurs Etats du centre-ouest mexicain montrent que leur impact sur la création de micro-entreprises n'est pas négligeable. Massey et Parado, dans leurs enquêtes menées en 1982-83 et 1987-94 dans plusieurs aires urbaines de la région, observent qu'environ 11 % des micro-entreprises de leurs échantillons ont été constituées initialement grâce à l'apport de ces ressources externes. A Guadalajara, capitale de l'Etat de Jalisco, qui comptait 3,4 millions d'habitants en 1990, 16 % des entreprises de moins de 20 salariés auraient été constituées par des anciens migrants.

A côté de ces *remesas* familiales, il existe des investissements sociaux réalisés sur les lieux d'origine par les associations ou clubs de migrants, qui regroupent les individus originaires d'une même communauté rurale, d'une même commune urbaine ou d'un groupe de communes. Ces clubs se sont multipliés depuis une vingtaine d'années aux Etats-Unis. Pour le seul Etat de Zacatecas, la confédération des clubs *zacatecanos* aux Etats-Unis regroupait 120 associations en 1999, dont les deux tiers sont installés dans le sud californien. Ces associations développent des projets de construction d'infrastructures (maisons de la culture, centres de santé, équipements d'écoles, réparations de voiries, d'églises, etc.) et contribuent à améliorer les conditions de vie de leur lieux d'origine en palliant les déficiences de l'action des pouvoirs publics locaux. Depuis le début des années 1990, ces actions reçoivent l'appui des différents niveaux de l'administration dans certains Etats. Le programme 2X1 (2 dollars investis par l'Etat pour chaque dollar investi en infrastructures par les associations de migrants), pionnier dans ce domaine, fut créé en 1992

dans l'Etat de Zacatecas. Il s'est transformé en 1999 en programme 3X1 avec la participation de l'Etat fédéral et des municipalités concernées. Bien que relativement important pour un certain nombre de communautés, ce type de flux (environ 1,2 millions de dollars ont été versés en 1999 dans cet Etat par les associations pour la réalisation d'une centaine de projets d'infrastructure) ne représente qu'une part infime des transferts effectués par les migrants (les *remesas* familiales sont estimées entre 300 et 350 millions de dollars cette année dans le Zacatecas). Suivant cet exemple, l'Etat de Guanajuato crée le programme *Ma communauté* en 1996 et l'amplifie en cherchant à promouvoir l'investissement productif et l'installation de *maquiladoras* par les migrants. Dans le Jalisco, un programme similaire se met en place à partir de 2000. Les Etats de la région cherchent actuellement des mécanismes permettant de canaliser une fraction plus importante des transferts familiaux ou collectifs vers des investissements productifs créateurs d'emplois.

III.- Trajectoires professionnelles et changements de statuts : du salariat non protégé au non salariat

Le cycle migratoire aux Etats-Unis transfère de la main-d'œuvre du secteur agricole (avant le déplacement) vers le secteur tertiaire, surtout le commerce, au retour sur les lieux d'origine.

Tableau 7 : Branches d'activité des migrants masculins de 4 villes moyennes de l'Etat de Jalisco au cours de leur cycle migratoire

	Agriculture	Industrie	Construction	Restaurants	Commerce	Transports	Services	Autres	Total
Avant de migrer aux Etats-Unis	20,0	23,0	18,2	2,5	14,3	10,0	11,1	0,8	100
Avant de revenir au Mexique	29,5	35,8	10,5	8,7	2,1	2,4	11,0	0,1	100
Après leur retour au Mexique	13,6	20,8	17,2	2,5	19,3	13,0	12,9	0,8	100 (1059)

Source : enquête INESER/ORSTOM, 1993, dans les villes de Lagos de Moreno, San Juan de los Lagos, Ciudad Guzman et Tepatitlan de Morelos (Etat de Jalisco).

Une nouvelle enquête réalisée en 1999-2000 dans des villes moyennes, de 15 000 à 80 000 habitants, de la région centro-occidentale semble confirmer ce glissement observé du secteur agricole vers le secteur tertiaire à travers le cycle migratoire (IRD/INESER-U De G, 2000). Ces transferts se poursuivent par la suite, après la réinstallation au Mexique,

mais à un rythme nettement plus lent, suivant le modèle général de l'ensemble de la population active régionale.

Le travail migratoire aux Etats-Unis permet surtout la transformation de salariés et, dans une moindre mesure de travailleurs familiaux sans rémunération, en travailleurs indépendants ou en chefs de micro-entreprises (tableau 8). Ces données sont très nettement en retrait de celles de l'enquête ENADID 97 en ce qui concerne la proportion de travailleurs indépendants. Cette dernière source indique que ce statut d'occupation regroupe 39,4 % des ex-migrants dans la région centro-occidentale. Une bonne partie de la différence provient des univers d'enquête qui sont sensiblement différents, l'enquête IRD/INESER ne s'intéressant qu'au milieu urbain (villes de 15.000 à 80.000 habitants), tandis que l'ENADID par définition est réalisée dans tous les milieux, mais semble avoir sur-représenté le milieu rural dans son échantillon, si l'on compare la distribution des actifs par branches d'activité avec celles des recensements 1990 et 2000.

Tableau 8 : Evolution de la distribution des statuts d'occupation des migrants masculins internationaux de 4 villes moyennes des Etats de Jalisco et Zacatecas depuis leur entrée en activité

	Première activité	Avant de migrer	Au retour au Mexique	Situation actuelle
Patrons travailleurs	0,6	1,6	5,2	6,7
Indépendants	5,0	11,8	23,6	25,5
Salariés	71,2	80,0	69,7	66,0
TFSR	23,2	6,5	1,5	1,7
Total	100	100	100	100 (2682)

Source : enquête sur les ex-migrants de la région centro-occidentale, IRD/INESER, 1999-2000, exploitation des résultats bruts (non corrigés) partiels dans le Jalisco et le Zacatecas.

Le milieu rural non pris en compte, ou très partiellement, par l'enquête IRD/INESER transforme plus souvent et peut-être plus rapidement les TFSR et les salariés en non salariés, en particulier par la transmission des patrimoines. Nous pouvons néanmoins la comparer avec une enquête antérieure réalisée également dans des villes moyennes de l'Etat du Jalisco (ORSTOM/INESER, 1993). Dans cette dernière, on peut observer une réduction progressive de l'efficacité du cycle migratoire pour transformer les salariés en entrepreneurs. La proportion de travailleurs indépendants et de patrons passe de 25,2 % avant la migration à 49,3 %

au retour de migration, parmi les migrants réinstallés sur leurs lieux d'origine en 1975-1984, soit un doublement des effectifs à l'issue du cycle migratoire. Par la suite, dans le groupe de migrants qui se réinstallent durant les années 1985-93, ces proportions se réduisent respectivement à 15,3 % et 33,7 %, ce qui traduit une nette diminution des transformations de statuts. Dans l'enquête actuelle (1999-2000), près des deux tiers des ex-migrants se sont réinstallés dans leurs villes d'origine depuis 1990. Cela semblerait indiquer une certaine continuité de la tendance antérieure à la réduction du poids relatif des non salariés dans la structure des statuts d'occupation à l'issue du cycle migratoire.

On peut considérer en fait, qu'une partie de cette baisse d'efficacité de la transformation des statuts est due à la réduction progressive du poids relatif des migrants issus de l'agriculture dans l'ensemble des flux internationaux provenant des villes moyennes. D'autres facteurs interviennent cependant pour limiter ces transformations. L'existence de projets de réinstallation au Mexique, essentiellement comme non salariés, au début du cycle migratoire de la part de jeunes adultes sans charges familiales, est un élément important de l'ampleur des transformations de statuts. La proportion probablement croissante dans les flux d'émigration, du moins durant les années de forte détérioration des revenus familiaux comme en 1995, d'adultes plus âgés, chefs de ménage ayant comme priorité le maintien du niveau de consommation de leurs familles, contribue également à réduire le volume des transformations. L'évolution de la parité des monnaies crée, selon les phases de surévaluation ou de sous-évaluation du peso mexicain, des conditions plus ou moins favorables aux investissements que peuvent réaliser les migrants. Il semble en effet que la répartition des *remesas* familiales transférées vers le milieu de la décennie 1980, période de sous-évaluation du peso, ait donné lieu à plus d'investissements et d'épargne que durant les autres périodes, qui se caractérisent par une surévaluation progressive de la monnaie mexicaine, comme au début et à la fin des années 1990⁷. Ces phases de surévaluation prolongée peuvent provoquer des situations d'attente de la part de migrants ayant des projets d'investissement, dans l'espoir d'un réajustement de la parité de la monnaie. L'enquête migrations ORSTOM/INESER de 1993 mettait en lumière un allongement de la durée du cycle migratoire depuis le milieu des années 1980 parmi les individus qui se réinstallaient au Mexique comme non salariés. Cette durée passe de 7,3 ans parmi les migrants masculins réinstallés comme entrepreneurs individuels ou chefs de micro-entreprises avant

7. Nombre d'économistes mexicains considèrent que le peso est actuellement surévalué d'environ 30 %.

1985 à 9,3 et 10 ans successivement parmi ceux qui se réinstallaient avec le même statut en 1985-89 et 1990-93. Les individus qui ne modifiaient pas leur statut d'occupation à travers le cycle migratoire avaient une durée de migration de travail aux Etats-Unis pratiquement constante durant toutes les périodes (autour de 7 ans). Enfin, une partie des micro-entreprises nouvellement créées l'ont sans doute été au profit d'épouses, certains migrants préférant se réinstaller dans le salariat afin de diversifier les sources de revenus du ménage et bénéficier du système de protection sociale.

Par ailleurs, une fraction sans doute de plus en plus importante de la migration mexicaine aux Etats-Unis peut-être considérée comme une migration *définitive*, sans réinstallation envisagée à long terme sur les lieux d'origine. Les dispositions d'amnistie et de régularisation des migrants en situation irrégulière adoptées par les Etats-Unis dans la seconde moitié des années 1980 (IRCA ou loi Simpson-Rodino) ont permis d'accroître les flux de regroupements familiaux. Le statut légal de l'offre de travail, la reconstitution de familles de l'autre côté de la frontière, les naissances qui s'y produisent au sein de communautés mexicaines de plus en plus larges, incitent un grand nombre de ces ménages à concevoir une installation définitive aux Etats-Unis. L'adoption de la nationalité américaine, en forte croissance depuis une dizaine d'années dans les communautés mexicaines résidant aux Etats-Unis, favorisée depuis peu par une modification constitutionnelle mexicaine autorisant la double nationalité, serait un indicateur de cette tendance. L'expansion des communautés mexicaines dans le pays frontalier, très souvent concentrées géographiquement, comme en Californie, au Texas et en Illinois, a progressivement consolidé un marché particulier de produits typiquement mexicains dans l'alimentation, l'habillement, l'artisanat, etc. demandés par cette population, qui favorise dans ces communautés l'émergence d'entrepreneurs mexicains, en particulier dans le commerce ethnique international. De tous les panels de discussion organisés avec des ex-migrants sur les possibilités d'investissements au Mexique, dans le cadre de l'enquête IRD/INESER de 1999/2000 dans les villes moyennes, il ressort qu'une partie des capacités d'investissements des migrants est utilisée aux Etats-Unis au lieu de se réaliser sur les lieux d'origine, par méfiance envers le comportement de l'économie mexicaine (risques de dévaluation, pesanteurs bureaucratiques, corruption, etc.) durant ces vingt dernières années. Cela rejoint les préoccupations de certains spécialistes (Garcia Zamora R., Moctezuma Longoria M., Padilla J. M., 1999) qui, dans l'Etat de Zacatecas s'alarment de la dépopulation durable qui affecte certaines régions et décèlent une diminution du nombre des *remesas* familiales et

de leurs montants durant les années récentes, signe d'un changement probable de l'impact des migrations internationales dans les sociétés d'origine.

Conclusion

Le déficit de croissance économique du Mexique durant une quinzaine d'années (1982-1999) a entraîné une stagnation du PIB par habitant et un appauvrissement de larges couches de la population. Le modèle de croissance tirée par les exportations qui s'est peu à peu imposé a certes créé beaucoup d'emplois, mais en nombre insuffisant pour absorber les nouvelles générations d'actifs issues de la haute fécondité des décennies précédentes. Par ailleurs, ces emplois sont le plus souvent mal rétribués, même s'ils entrent dans le cadre légal du système de protection sociale minimum. Parmi les différentes stratégies mises en place par les ménages pour contrecarrer la baisse de leurs revenus, la migration internationale aux Etats-Unis est devenue une composante essentielle. Elle mobilise de plus en plus les populations urbaines qui cherchent à s'affranchir de conditions de travail précaires et d'emplois mal rétribués. La migration internationale représente en ce sens pour beaucoup de Mexicains un moyen d'accélérer un changement de statut au retour sur leurs lieux d'origine, du salariat vers le non salariat, grâce à l'épargne réalisée dans le pays voisin où le multiplicateur de revenu salarial s'inscrivait dans une tendance croissante durant les années 1980 et 1990. Les phases de surévaluation du peso mexicain durant la majeure partie des années 1990 semblent réduire l'efficacité de cette stratégie, et provoquer la consolidation d'autres comportements de substitution tels l'installation définitive aux Etats-Unis et l'investissement préférentiel dans ce pays, au détriment de projets de réinstallation au Mexique.

Bibliographie

- ADELMAN I., TAYLOR J.E., (1992). Is structural adjustment with a human face possible ? The case of Mexico. *Journal of Development Studies*, pp 387-407.
- ARROYO J., ADRIAN DE LEON V., (1991). *Migración rural hacia Estados Unidos. Un estudio regional en Jalisco*. Consejo nacional para la cultura y las artes, col. Regiones, México DF.
- Banco de México, (annuel). *Indicadores Estadísticos*, México,


- CANALES A., (2000). *El papel de las remesas en el balance ingreso-gasto de los hogares. El caso del Occidente de México*. Seminario internacional sobre la mundialización económica de las regiones, competitividad, descentralización y cambios poblacionales. Ineser-UCLA program on México-Profmex, Puerto Vallarta.
- Comision binacional México/E.U sobre migraciones, Mexican Ministry of Foreign Affairs, U.S Commission on Immigration Reform, (1998). *Binational Study*. Washington and Mexico.
- DELGADO WISE R., RODRIGUEZ RAMIREZ H., (1999). *Perspectivas regionales ante las nuevas tendencias de la migración internacional, el caso de Zacatecas*. Mimeo, UAZ.
- GARCIA ZAMORA R., MOCTEZUMA LONGORIA M., PADILLA J.M., (1999). *Impacto de la migración y las remesas en el crecimiento económico regional*. Senado de la Republica, México.
- INEGI (Instituto Nacional de Estadística, geografía e Informática), (1997), Mexico, *Encuesta Nacional sobre la Dinámica Demográfica*, (ENADID).
- INEGI, (1998), Mexico, *Encuesta nacional sobre el empleo*.
- INEGI, (2000), Mexico, *Cuenta satélite del subsector informal de los hogares*
- INEGI, (1970), Mexico, *censos de población y vivienda*, Mexico.
- INEGI, (1980), Mexico, *censos de población y vivienda*, Mexico.
- INEGI, (2000), Mexico, *censos de población y vivienda*, Mexico.
- INEGI, (1990), Mexico, *censos de población y vivienda*, Mexico.
- INESER/ORSTOM, (1993), *Primeros resultados brutos de la encuesta sobre migraciones en cuatro ciudades de Jalisco, y Colima*, INESER-U De G, mimeo, Guadalajara, Mexico.
- IRD/INESER-U De G, (2000), *Primeros resultados brutos de la encuesta sobre la reinserción profesional de los migrantes internacionales en ciudades de la región centro occidental de México*. IRD-INESER-U De G, mimeo, Guadalajara, Mexico.
- LOZANO A. F., (1997), *¿ Remesas : fuente inagotable de divisas ? Ciudades n°35, 13:18*, Rniu, Puebla.
- MASSEY D., PARADO, (1997), *Migración y pequeña empresa, Ciudades n°35, 34:40*, Rniu, Puebla.
- PAPAIL J., ARROYO J., (1996), *Migración mexicana a Estados Unidos y desarrollo regional en Jalisco*. Universidad De Guadalajara, Guadalajara.

POZOS PONCE F., BARBA SOLANO C., (2000), *El sistema social en Jalisco y sus regiones*. Universidad De Guadalajara, Guadalajara.

US Bureau of Census, (1970), *Population Census*, Washington.

US Bureau of Census, (1980), *Population Census*, Washington.

US Bureau of Census, (1990), *Population Census*, Washington.

The book cover features a central world map in a light, textured color. Surrounding the map are several hands in various poses and activities: a hand typing on a keyboard at the top, a hand holding a pen on the left, a hand holding a pair of scissors on the right, and a hand holding a screwdriver on the left. The background is a dark, muted blue-grey. The text is centered over the map.

Sandrine Michel
Xavier Oudin (Eds)

*La mobilisation
de la
main-d'œuvre*

< Collection Travail et Mondialisation >

L'Harmattan

SANDRINE MICHEL et XAVIER OUDIN
(Editeurs)

LA MOBILISATION
DE LA MAIN-D'ŒUVRE

L'Harmattan
5-7, rue de l'Ecole-Polytechnique,
75005 Paris
FRANCE

L'Harmattan Hongrie
Hargita u. 3
1026 Budapest
HONGRIE

L'Harmattan Italia
Via Bava, 37
10214 Torino
ITALIE

© L'Harmattan, 2003
ISBN : 2-7475-4845-7

La mobilisation de la main-d'œuvre

Cet ouvrage reprend des contributions au colloque tenu à Montpellier en décembre 2000 par l'Institut de Recherche pour le Développement et la Faculté des Sciences Economiques de l'Université de Montpellier I, sur le thème de la mobilisation de la main-d'œuvre.

Le processus de mobilisation de la main-d'œuvre est compris comme l'ensemble des moyens économiques, sociaux et institutionnels utilisés pour la mise au travail, pour définir les rapports de travail et pour fixer la main-d'œuvre. Le concept de mobilisation de la main-d'œuvre élargit le schéma classique de l'offre et de la demande de travail et ouvre l'analyse en intégrant les rapports sociaux qui sous-tendent un système économique.

Cette manière d'aborder le marché du travail permet d'appréhender des formes variées de travail, qui co-existent dans un même système économique, et évoluent avec ce système. Les contributions de cet ouvrage analysent différents aspects de la mobilisation de la main-d'œuvre en France, au Chili, au Mexique, au Vietnam, en Algérie, proposant ainsi des problématiques qui ne sont prisonnières ni d'un contexte économique ni d'une époque.

Ont participé à cet ouvrage :

Laurence BARALDI, Azzedine BOUSLIMANI,
William CAVESTRO, Christine DURIEUX,
Agustin ESCOBAR LATAPI, Bruno LAMOTTE,
Sandrine MICHEL, Cecilia MONTERO CASASSUS,
Abdallah NOUROUDINE, Xavier OUDIN,
Jean PAPAIL, Michel VERNIÈRES



ISBN : 2-7475-4845-7

16,50 €